

Envoyé en préfecture le 07/05/2024

Reçu en préfecture le 07/05/2024

Publié le

ID : 085-218501559-20240507-2023_DCS_003-AU

DECISION n° 003/2024

Objet : Convention de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'études de conception d'avantprojet relative à l'aménagement d'une liaison douce aux abords de la RD 100.

Le Maire de la Commune de MOUILLERON-LE-CAPTIF (Vendée)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2122-22 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date n° 2021_D144 du 13 décembre 2021, adoptant la délégation d'attributions au Maire ;

CONSIDERANT le projet d'aménagement de liaisons douces aux abords de la RD100 et de la RD 763.

CONSIDERANT que la collectivité a sollicité une mission de maitrise d'œuvre auprès de la SAPL Vendée Expansion ;

Après avoir pris connaissances des clauses et conditions de la convention de Maîtrise d'œuvre ;

DECIDE:

<u>Article 1^{er}</u> – la conclusion d'une convention de maîtrise d'œuvre est signée avec la SAPL Vendée Expansion.

Article 2 – Le détail de cette convention est le suivant :

- Nature du programme des travaux : Avant-projet en lien avec l'opportunité de création d'aménagements de liaisons douces aux abords de la RD100 et de la RD763. Le périmètre de l'étude se compose de 2 sections : du giratoire du Bois David à la liaison douce existante du Vendéspace ainsi que du giratoire du Clair Bocage au giratoire de la Morelière.
- Durée de la convention à compter de la dernière date de signature de la présente convention.
- Délais de la convention : 3 mois.
- Le montant de la rémunération des éléments de mission est de 3 200.00€ HT (rémunération majorée de la T.V.A au taux en vigueur)

<u>Article 3</u> — La Directrice Générale des Services de la commune de Mouilleron-le-Captif et Monsieur le Trésorier Principal de la Roche sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision. Elle sera publiée dans les formes habituelles.

<u>Article 4</u> – Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil municipal.

<u>Article 5</u> – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Mouilleron-le-Captif, le 26 Avril 2024 Le Maire

Jacky GODARD

Signé électroniquement par : Jacky Godard Date de signature: 06/05/2024 Cualité : Maire de Mouilleron le Conti